

# Les raisons de la colère contre le président de Madagascar

Par Jean-Luc Raharimanana | Ecrivain | 31/01/2009 | 16H50

Suspendu aux nouvelles, voici qu'un ami résident aux Etats-Unis m'envoie un message: "Qu'est-ce qui se passe à Madagascar? Je croyais [Marc Ravalomanana](#) très populaire, et je ne comprends pas trop ce qui se passe." Cet étonnement résume parfaitement la situation, au moment où le maire de la capitale, [Andry Rajoelina](#), se proclame nouveau dirigeant du pays.

Les médias avaient laissé Madagascar en 2002 à l'aube d'une ère nouvelle, démocrate bien évidemment, bien décidé à sortir la tête de sous l'eau du sous-développement. En 2002 donc, un peuple s'était levé pour renverser l'amiral sans flotte [Didier Ratsiraka](#) (vingt-trois ans au pouvoir en tout) et l'envoyer sans façon dans la banlieue misérable de Neuilly-sur-Seine.

L'histoire était belle, un petit laitier, pratiquement illettré, fils de pauvres paysans, avait bâti sa propre fabrique de yaourts, et, à force de travail et d'acharnement forgé un empire agroalimentaire, [Tiko](#), avant de gagner, par les élections s'il vous plaît, la Mairie d'Antananarivo, la "Ville des milles".

Un an après la mairie, il avait ravi la présidence de la République, et ce, grâce toujours à la force de sa volonté, à sa soif de réussite et de liberté. Il lui avait fallu pour cela entraîner tout le peuple malgache dans la révolte, contre des élections truquées et un deuxième tour joué d'avance en faveur de son adversaire, tenir des meetings contre la dictature, entretenir une révolution pacifique sur la place hautement symbolique du 13 mai, là où la première République néocoloniale était tombée en 1972, là où en 1991, Didier Ratsiraka était tombé pour la première fois avant de revenir en 1997.

Il lui avait fallu prendre les armes -une première dans l'histoire malgache-, pour conquérir complètement toute l'île. Le monde pensait qu'enfin, après tant de sang versé, 1947, 1972, 1991, Madagascar allait enfin connaître la paix et la prospérité. On ferma le ban.

L'île ne sera plus dorénavant qu'un [dessin animé produit par Disney](#). "Madagascar 1". "Madagascar 2". Les enfants pensent même que les girafes, lions et autres hippopotames, personnages emblématiques du film, viennent de là, de cette île merveilleuse tenue par de joyeux macaques et lémuriers excentriques.

Même Amnesty International, très présent lors des troubles de 2002, la retirait des pays à observer prioritairement. Ravalomanana allait s'y engouffrer avec délectation.

## **Une justice aux ordres**

Si les récentes images de pillages et d'émeutes ont surpris à l'étranger, il n'en va pas de même pour les Malgaches. Le feu couvait depuis la réélection de Ravalomanana en 2006, après une panne d'électricité bienvenue dans les locaux du ministère de l'Intérieur en plein décompte des voix...

Les émeutes étaient latentes, la situation était tendue: qui ne se souvient de la situation loufoque où un candidat à la présidentielle, Pierrot Rajaonarivelo, n'eut pas le droit de fouler le sol malgache? Mais également la constitution remaniée de manière à rendre impossible la candidature des métis.

On parla beaucoup de l'ivoirité de Bédié, mais le pur jus malgache est également disponible dans les rayons constitutionnels de nos tristes tropiques.

Car ce qui arrive aujourd'hui est bien le fait de Ravalomanana, l'homme en qui une très grande majorité de malgaches avaient placé leurs espoirs, l'homme qui, ayant su bâtir son empire

commercial, ne pouvait que réussir à la tête du pays. Mais Ravalomanana a raté l'occasion de devenir un grand homme.

### **Une complicité des bailleurs**

La France, comme les autres bailleurs de fonds, ne sont pas dupes de la nature dictatoriale du régime de Ravalomanana, mais le cynisme économique n'a que faire de ces questions, le FMI comme la Banque Mondiale misent sur lui pour garantir un pouvoir "stable" et "cohérent", afin que le commerce et les investissements se déroulent dans un "climat et un environnement favorables".

Ces pays, institutions et entreprises internationaux en sont pour leurs frais ces derniers jours...

Si les émeutiers de ces derniers jours s'en sont pris en premier lieu aux biens et entreprises liés à Ravalomanana, ce n'est guère étonnant. Si les zones franches et centres commerciaux sont pris pour cibles, ce n'est guère étonnant.

Un nombre important d'internautes crient au suicide économique par ces pillages systématiques, il est vrai que Madagascar y va tout droit maintenant. Mais est-ce bien surprenant quand les politiques présentent la pauvreté comme un atout économique à préserver, le moindre coût de la main d'œuvre, l'absence de protection sociale qui rend la vie facile aux zones franches (qu'on appelle vu d'Europe les entreprises délocalisées)?

Est-ce bien surprenant quand ces mêmes politiques arguant d'un investissement à long terme [promet à la location 1.300.000 ha](#), la moitié des terres cultivables du pays, pour une entreprise privée, le sud-coréen Daewoo, pour une culture de maïs transgénique, toute destinée à la population coréenne?

Est-ce bien surprenant quant les pillages des ressources minières se font au grand jour?

### **Le partenariat privé/public, un empire économique**

Populaire avant son accession au pouvoir par sa réussite économique, Ravalomanana n'a pas mis longtemps à confondre ses affaires avec celles de l'Etat. L'innocence des Malgaches n'a d'égal que leur soif de liberté et de vie meilleure, à tel point que lorsque Ravalomanana leur a lancé son slogan "minoa fotsiny" -"croyez seulement"-, ils n'y ont vu qu'une parole messianique qui allait les sortir de cet enfer de la pauvreté, un peu comme le "travailler plus pour gagner plus"...

Dès les premiers mois de son mandat, Ravalomanana a mis en place son pouvoir autocratique afin d'étendre son empire économique. Neutralisation de ses amis politiques et diabolisation systématique de ses adversaires.

La terreur instaurée au sein même du gouvernement permet d'écarter toute fuite d'information et toute rébellion contre le système mis en place. Ainsi de la politique du partenariat privé/public, inspiré que du nom du Blairisme, le discours tenu se résumant au fait que le privé et le public doivent travailler la main dans la main pour développer ensemble le pays, toutes les ressources vives de la nation devant contribuer à cet objectif louable de lutte contre la pauvreté.

Il s'agit en réalité d'une fusion du privé et du public, le privé étant dans ce sens les entreprises du Président, de sa famille et de ses amis. Le groupe TIKO se diversifie alors d'une manière impressionnante, ne se cantonnant plus à l'agro-alimentaire. Pratiquement tous les appels d'offre passés par l'Etat Malgache tombent dans l'escarcelle de TIKO Group qui s'étend maintenant dans tous les domaines économiques, de la cimenterie à la riziculture, de la construction au tourisme, de l'abattoir à la limonaderie...

Ainsi, faute d'atteindre l'avaloha, le palais présidentiel, les émeutiers ont rendu cendre l'auditorium de MAGRO (Madagascar Grossiste), entreprise capitale de Ravalomanana qui distribue les denrées alimentaires dans pratiquement tous les coins de l'île.

## **L'affaire Daewoo**

Le coup de force d'Andry Rajoelina d'inaugurer une "place de la démocratie", le 17 janvier 2009, répond à une interdiction de fait. Le défi de la population d'Antananarivo à Ravalomanana est là, celui d'avoir élu un "gamin" de 34 ans à la Mairie de la ville, celui d'avoir répondu à son appel à manifester Place du 13 mai la semaine d'après, le 24 janvier, début de l'escalade.

Car la folie de Ravalomanana est montée d'un cran depuis juillet 2008, période où il a signé la cession des terres malgaches aux coréens de Daewoo. Ce qu'il faut savoir, c'est que Ravalomanana a modifié en profondeur le rapport aux propriétés foncières de l'île.

La location du million trois cent mille hectares à Daewoo intervient ainsi dans un contexte tendu que la création du ministère de la Réforme foncière, des Domaines et de l'Aménagement du Territoire n'a fait qu'aviver...

Pour les Malgaches tenant à la "terre des ancêtres", cette cession aux Coréens est une trahison irréversible du sacré, d'autant plus que Ravalomanana a caché l'affaire à la population, et il aura fallu que le Financial Times vende la mèche. Malgré le démenti gouvernemental et de Daewoo, l'affaire ne passe pas auprès de l'opinion publique, d'autant plus que de grandes quantités de terrain sont déjà cédées dans les régions concernées.

Dans ce climat de confrontation, le 17 janvier donc, le maire inaugure la place de la Démocratie, appelle la population à entamer une grève générale dès le 24 janvier. Il pense refaire le coup de 2002, mais n'a pas assez pesé la situation. Les symboles de l'injustice sont trop nombreuses dans la rue, les étiquettes Tiko sont partout. La population n'attendait qu'un signe pour casser ces symboles et pour se servir enfin...

## **Lundi et mardi noirs**

L'armée refusant d'obéir à Ravalomanana laissa les pilleurs faire leurs boulots pendant deux jours et une nuit. Ce n'est que la nuit du mardi qu'en accord avec le Maire Andry Rajoelina dépassé par les événements qu'elle accepta d'intervenir. Est-ce le signe que Ravalomanana ne dispose plus de la confiance de toute l'armée ? Les deux camps revendiquent en tout cas le mérite d'avoir fait « agir » l'armée.

Se posant comme un potentiel président de la République, Andry Rajoelina réclame aujourd'hui un gouvernement de transition et exige d'être à sa tête, démocratie? Sans programme, sans proposition, sans véritable parti politique, n'est-il seulement porté par une ambition personnelle en accord avec son parcours étrangement semblable à celui de son adversaire Ravalomanana?

Et qu'en pense la majorité de la population? Ces derniers jours terribles ressemblent plus à une émeute de la faim d'une population poussée à bout et à un refus de la politique dictatoriale de Ravalomanana qu'à un plébiscite franc à un programme politique précise.

Entre un ultralibéralisme sans contrôle et un désir exacerbé de sortir de la misère, Madagascar se trouve à un tournant – encore une fois de son histoire. Tenu sans scrupule par un réel autocrate, l'île a cette tentation de confier une fois encore son destin à un homme providentiel, Andry Rajoelina s'efforçant d'endosser cette tenue.

Ce drame se déroulant dans le silence coupable de la communauté internationale me semble pourtant être un miroir terrible de notre époque, entre crise alimentaire des peuples et voracité des spéculateurs, entre crise idéologique et collusion du politique et du patronat, l'exemple malgache ne peut que faire réfléchir, même dans ces pays de l'opulence et du progrès, ces pays du chômage et du licenciement, ces pays de la crise financière et de la relance...

Vivant en France depuis plus de quinze ans, exilé me qualifie-t-on souvent comme écrivain, immigré à coup sûr, sans papiers au faciès, originaire d'un pays pauvre, je ne me suis jamais senti autant chez moi que ces derniers temps de casse sociale et de surenchère politique...